

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

FRANSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FRANÇAISE

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 64

[C — 2002/29006]

13 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 novembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2001;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'article 17 du décret du 19 juillet 2001 susvisé prévoit que celui-ci doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2002; qu'il s'impose dès lors que l'arrêté portant exécution de certaines dispositions dudit décret, et notamment les dispositions relatives au subventionnement, entre également en vigueur à cette même date; qu'il s'impose également que l'arrêté d'exécution précité soit publié au *Moniteur belge* dès le mois de décembre 2001 afin que les intéressés puissent prendre connaissance des dispositions qui les concernent dans les meilleurs délais et prendre les mesures permettant de respecter ces dispositions dès le 1^{er} janvier 2002;

Vu l'avis 32.600/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 13 décembre 2001,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

2^o Ministre : le Ministre ayant l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale dans ses attributions;

3^o administration : le service du Ministère de la Communauté française chargé de l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

4^o service : le service d'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

5^o établissement : l'établissement pénitentiaire ou l'établissement de défense sociale;

6^o Commission : la Commission consultative de l'aide sociale aux détenus.

CHAPITRE II. — De la procédure d'agrément

Section 1^{re}. — De l'octroi et du renouvellement d'agrément

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration. Une copie en est adressée au Ministre

Le dossier de demande d'agrément comprend :

1^o une note établissant de manière circonstanciée les besoins constatés dans l'arrondissement, compte tenu des structures existantes, de l'importance de la population carcérale, des initiatives émanant des pouvoirs administratifs et judiciaires locaux, et des collaborations mises en place avec les institutions pouvant contribuer à aider les détenus et leurs proches;

2^o une note établissant de manière circonstanciée la nécessité du service, ses objectifs, le type d'aide proposé, les collaborations à développer avec les institutions pouvant contribuer à aider les détenus et leurs proches, ainsi que la planification de l'action en vue de son exécution;

3^o les statuts du pouvoir organisateur;

4^o la description des tâches assumées par le service, et des modalités selon lesquelles il assume la supervision du personnel et l'évaluation de son action;

5^o la composition des organes d'administration;

6^o l'identité de la personne représentant le service et ses coordonnées;

7^o l'adresse du service;

8° les noms, titres, diplômes et fonctions des membres du personnel;

9° une copie des contrats de travail passés avec les membres du personnel et des conventions passées avec les bénévoles;

10° l'indication de l'arrondissement judiciaire desservi par le service, ainsi que du ou des établissements situé(s) dans l'arrondissement;

11° l'indication des autres sources de subsidiation éventuelles du service;

12° les jours et heures d'ouverture du service;

13° le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. En cas de demande de renouvellement, le service joint également une note établissant l'évolution et les changements intervenus dans l'arrondissement au cours de la dernière période d'agrément.

Art. 4. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'administration envoie un accusé de réception au service.

L'administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame les pièces ou informations manquantes.

Lorsque le dossier est complet, elle envoie au service un courrier le lui signalant.

Art. 5. Dans les deux mois de l'envoi du courrier visé à l'article 4, l'administration transmet le dossier, accompagné de son avis, à la Commission.

La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception du dossier.

Art. 6. Le Ministre statue sur la demande d'agrément, dans les deux mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision est notifiée au service, par lettre recommandée à la poste.

Art. 7. Le renouvellement d'agrément doit être demandé six mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

Les articles 3 à 6 sont applicables à la demande de renouvellement.

Art. 8. Lorsqu'un agrément provisoire d'un an a été accordé en application de l'article 7, § 2 du décret, et que le Ministre décide de ne pas prolonger l'agrément, il en avertit le service, par lettre recommandée à la poste, au plus tard trois mois avant la date de fin d'agrément provisoire.

Avant de prendre la décision visée à l'alinéa précédent, le Ministre sollicite l'avis de la commission. Celle-ci dispose d'un délai d'un mois, à dater de la réception de la demande, pour rendre son avis.

Section 2. — Du retrait d'agrément

Art. 9. Lorsque le Ministre a l'intention de retirer l'agrément, il informe le service concerné, par lettre recommandée à la poste.

La proposition de retrait indique les motifs le justifiant.

Le service dispose d'un délai de trente jours, à dater de la réception de la proposition de retrait pour transmettre ses observations écrites au Ministre.

Art. 10. Le Ministre transmet à la Commission, pour avis, sa proposition de retrait, accompagnée des observations du service, dans le mois suivant la réception de celles-ci ou suivant l'écoulement du délai visé à l'article 9, alinéa 2.

Art. 11. La Commission transmet son avis au Ministre, dans les deux mois de la réception de la proposition de retrait visée à l'article 10.

Art. 12. Le Ministre statue dans le mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision de retrait est notifiée au service par lettre recommandée à la poste.

Section 3. — Des recours

Art. 13. En cas de refus, de non-renouvellement ou de retrait d'agrément, un recours est ouvert auprès du Gouvernement.

Le recours est introduit auprès du Ministre, par lettre recommandée à la poste, dans les deux mois suivant la notification de la décision attaquée.

Le recours n'est pas suspensif.

Art. 14. Le Gouvernement statue dans les trois mois de la réception de l'envoi recommandé visé à l'article 13, alinéa 2.

CHAPITRE III. — Des conditions d'agrément

Art. 15. Sans préjudice des dispositions de l'article 5 du décret, le service doit, pour être agréé, employer un ou plusieurs travailleurs, à temps plein ou à temps partiel, répondant à l'une des conditions de qualification suivantes :

1° travailleur administratif : être porteur d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

2° travailleur social : être porteur soit d'un diplôme d'éducateur ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale, soit d'un diplôme d'assistant ou d'auxiliaire social ou d'assistant en psychologie;

3° licencié : être porteur d'un diplôme de licencié dans le secteur des sciences humaines et sociales, tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, 1° du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment la licence en droit, en criminologie, en psychologie, en sciences de l'éducation et en sciences sociales.

Art. 16. Selon la catégorie de laquelle il relève, conformément à l'article 18, le service emploie au minimum :

1° pour tous les services : un équivalent temps plein travailleur social ou licencié;

2° pour les services de catégorie C et D : un coordinateur quart-temps.

CHAPITRE IV. — Des subventions

Section 1^{re}. — Des conditions d'octroi

Art. 17. Les subventions visées à l'article 8 du décret sont accordées, par année civile, à tout service agréé qui remplit les obligations suivantes :

1° communiquer annuellement à l'administration, avant le 1^{er} mars, les documents suivants portant sur l'exercice écoulé :

a) un rapport d'activités qualitatif circonstancié, contenant notamment une analyse des problèmes traités, les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés et une évaluation de ces méthodes quant à leur efficacité et à leur impact;

b) un rapport d'activités quantitatif;

c) un état des recettes et des dépenses et un budget du service approuvé par les instances compétentes, indiquant les subventions octroyées par d'autres pouvoirs publics ou promises par eux;

d) une copie des feuilles de salaire des personnes admissibles aux subventions et des preuves de paiement des charges patronales;

2° ne pas recevoir de subventions pour les collaborateurs professionnels employés, si elles font double emploi;

3° communiquer sans délai et par écrit à l'administration toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné;

4° se conformer aux règles relatives à la comptabilité arrêtées par l'administration et approuvées par le Ministre;

5° se soumettre à la vérification par l'administration de la conformité des activités et de la comptabilité aux conditions émises à l'octroi de ces subventions.

Section 2. — Montant des subventions

Art. 18. § 1^{er}. En fonction de la capacité en nombre de détenus de l'ensemble des établissements situés dans l'arrondissement judiciaire dans lequel il exerce ses activités, le service relève de la catégorie suivante :

1° catégorie A : de 1 à 150 détenus;

2° catégorie B : de 151 à 300 détenus;

3° catégorie C : de 301 à 450 détenus;

4° catégorie D : de 451 à 600 détenus.

Une subvention globale est allouée à chaque service, en fonction de la catégorie de laquelle il relève :

1° catégorie A : 37.250 euros;

2° catégorie B : 56.000 euros;

3° catégorie C : 80.750 euros;

4° catégorie D : 93.250 euros.

§ 2. Cette subvention est augmentée de 6.250 euros par tranche entamée de 10 % de surpopulation, à partir de 110 %.

La surpopulation est calculée selon la formule suivante : $100 + \frac{(x - y) \times 100}{y}$

x = nombre moyen annuel de détenus (sur base des statistiques du Ministère de la Justice)

y = nombre maximum de détenus dans la catégorie dont le service relève.

Art. 19. Les subventions visées à l'article 18 servent à couvrir l'ensemble des frais de personnel et de fonctionnement.

Art. 20. Ces subventions sont indexées, au 1^{er} janvier de chaque année, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{indice-santé du mois de décembre de l'année précédente}}{\text{indice-santé du mois de décembre 2001}}$$

Art. 21. § 1^{er}. Le Ministre peut agréer plusieurs services dans un arrondissement judiciaire, en application de l'article 4, alinéa 2, du décret, lorsque la capacité de l'arrondissement en nombre de détenus est supérieure à 450. La motivation de sa décision peut tenir compte de la configuration géographique de l'arrondissement.

Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre doit agréer plusieurs services dans l'arrondissement, si la capacité visée à l'alinéa 1^{er} est supérieure à 600.

§ 2. Lorsque plusieurs services sont agréés dans un même arrondissement, le Ministre détermine, en dérogation à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la catégorie de laquelle ils relèvent, selon la capacité en nombre de détenus prise en charge par chacun d'eux.

Art. 22. § 1^{er}. Lorsqu'un service agréé étend sa collaboration à un autre arrondissement judiciaire, en application de l'article 5, 7^o, du décret, une convention de collaboration est passée entre les services concernés, précisant notamment la capacité en nombre de détenus prise en charge par chacun des services.

§ 2. Cette convention est approuvée par le Ministre.

Le Ministre détermine, en dérogation à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la catégorie de laquelle ils relèvent, selon la capacité en nombre de détenus prise en charge par chacun d'eux.

Section 3. — Des modalités d'octroi des subventions

Art. 23. Il est accordé aux services agréés, dans le courant du premier trimestre de l'année, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant des subventions accordées au service l'année précédente.

Le solde est liquidé avant le 1^{er} juin de l'année suivante, sur présentation des justificatifs des dépenses.

Art. 24. Lorsqu'il s'avère, après vérification, que des subventions non dues ont été acquittées, ces montants peuvent être déduits des avances ou soldes auxquels le service a droit.

Section 4. — De la justification des subventions

Art. 25. Les subventions visées à l'article 18 doivent être justifiées, au minimum, par 75 % de frais de personnel.

Art. 26. Sont admissibles, pour la justification des dépenses de personnel :

- 1° les dépenses relatives aux frais de personnel engagé sous contrat de travail;
- 2° le paiement des rémunérations, calculées suivant les échelles barémiques visées à l'annexe 1, en ce compris l'ancienneté pécuniaire, calculée sur base des dispositions reprises à l'annexe 2;
- 3° le paiement des avantages complémentaires accordés en vertu des conventions collectives de travail applicables au secteur;
- 4° le paiement des charges patronales légales afférentes aux rémunérations;
- 5° le paiement de la quote-part ou de la partie des rémunérations et charges non financées par d'autres personnes morales de droit public, le cas échéant.

CHAPITRE V. — De la Commission

Art. 27. § 1^{er}. Il est constitué au sein de la Commission un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions de la Commission, dresse l'ordre du jour et veille à la transmission des avis.

Il se compose du président, du vice-président et de deux membres choisis par la Commission.

§ 2. La Commission ne peut émettre valablement d'avis qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Si le quorum n'est à nouveau pas atteint lors de cette séance, la Commission siège valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres votants. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Le vice-président assure la présidence de la Commission en cas d'absence du président.

§ 4. La commission établit son règlement d'ordre intérieur, et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 28. La participation aux séances de la Commission ou du bureau donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

- 1° président : 35 euros;
- 2° vice-président : 25 euros;
- 3° membres, à l'exception des représentants du Gouvernement et de l'administration : 20 euros.

Art. 29. Les membres de la Commission visés aux points 1^o, 2^o et 3^o de l'article 28 bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement, suivant les taux fixés par la réglementation en la matière applicable aux membres du personnel de rang 10 des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 30. Les experts qui sont invités à participer aux séances de la Commission et qui n'en sont pas membres sont assimilés à ceux-ci pour l'octroi des jetons de présence et pour le remboursement des frais de déplacement.

CHAPITRE VI — *Dispositions finales*

Art. 31. Le service agréé porte l'appellation de « Service d'aide sociale aux détenus de l'arrondissement de », suivi du nom de l'arrondissement concerné et, le cas échéant, d'un chiffre romain identifiant le service lorsque plusieurs agréments ont été délivrés pour un même arrondissement, en application de l'article 4 du décret.

Art. 32. Par dérogation à l'article 15, le personnel qui, en fonction dans un service avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne dispose pas des titres et diplômes requis, est autorisé à poursuivre ses activités, sur autorisation du Ministre.

Les demandes de dérogation sont introduites avec les demandes d'agrément visées à l'article 34.

Art. 33. Pour l'année 2002, l'article 23, alinéa 1^{er}, n'est pas applicable.

Il sera accordé aux services agréés, dans le courant du premier trimestre de l'année, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant de la subvention, calculée conformément à la section 2 du chapitre IV.

Art. 34. Pour l'année 2002, le Ministre fixe, après réception des demandes d'agrément visées à l'article 15 du décret, la catégorie du service et le montant de la subvention, conformément aux dispositions des articles 18, 21 et 22.

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 36. Le Ministre ayant l'Aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 décembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Annexe 1

Echelles barémiques de rémunération justifiant l'utilisation de la subvention, conformément à l'article 28, 2^o, de l'arrêté du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale

BASE ANNUELLE A 100 %

Ancienneté	Travailleur social	Réf. RGB	Coordinateur	Réf. RGB	Administratif	Réf. RGB
0	€ 17 228,61	250/3	€ 20 401,64	100/1	€ 13 411,04	200/1
1	€ 17 501,30		€ 21 021,38		€ 13 686,73	
2	€ 17 773,99		€ 21 641,12		€ 13 956,42	
3	€ 18 641,23	251/3	€ 23 661,46	101/1	€ 14 328,27	201/1
4	€ 18 641,23		€ 23 661,46		€ 14 328,27	
5	€ 19 199,40		€ 24 615,86		€ 14 960,40	
6	€ 19 199,40		€ 24 615,86		€ 14 960,40	
7	€ 19 757,17		€ 25 570,26		€ 15 592,53	
8	€ 19 757,17		€ 25 570,26		€ 15 592,53	
9	€ 20 922,28	252/3	€ 28 160,76	102/1	€ 16 323,82	202/1
10	€ 20 922,28		€ 28 160,76		€ 16 323,82	
11	€ 21 480,05		€ 29 115,16		€ 16 955,95	
12	€ 21 480,05		€ 29 115,16		€ 16 955,95	
13	€ 22 037,82		€ 30 069,56		€ 17 588,08	
14	€ 22 037,82		€ 30 069,56		€ 17 588,08	
15	€ 23 202,93	260/3	€ 32 647,66	110/1	€ 18 616,84	210/1
16	€ 23 202,93		€ 32 647,66		€ 18 616,84	
17	€ 23 760,70		€ 33 602,06		€ 19 248,97	
18	€ 23 760,70		€ 33 602,06		€ 19 248,97	

Ancienneté	Travailleur social	Réf. RGB	Coordinateur	Réf. RGB	Administratif	Réf. RGB
19	€ 24 318,47		€ 34 556,46		€ 19 881,10	
20	€ 24 318,47		€ 34 556,46		€ 19 881,10	
21	€ 24 876,24		€ 35 510,86		€ 20 513,23	
22	€ 24 876,24		€ 35 510,86		€ 20 513,23	
23	€ 25 434,01		€ 36 465,26		€ 21 145,36	
24	€ 25 434,01		€ 36 465,26		€ 21 145,36	
25	€ 25 991,78		€ 36 465,26		€ 21 777,49	
26	€ 25 991,78		€ 36 465,26		€ 21 777,49	
27	€ 26 549,55		€ 36 465,26		€ 22 409,62	
28	€ 26 549,55		€ 36 465,26		€ 22 409,62	
29	€ 27 107,32		€ 36 465,26		€ 23 041,75	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale.
Bruxelles, le 13 décembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Annexe 2

Normes applicables pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire justifiant l'utilisation de la subvention, conformément à l'article 28, 2°, de l'arrêté du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale

1. L'ancienneté équivaut aux prestations effectives antérieures, ainsi qu'à celles assimilables à des prestations effectives en vertu de la législation sociale.

2. Sont admissibles les services antérieurement prestés auprès d'une autorité publique de droit belge, de droit étranger ou de droit international, ou d'une institution agréée ou subventionnée par elle. Le Ministre détermine ceux de ces services qui peuvent être considérés comme expérience utile.

3. Les périodes de pause-carrière sont, à concurrence de maximum un an équivalent temps plein, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable.

4. Les périodes de congé sans solde sont, à concurrence de maximum quinze jours par an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable.

5. Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire. Les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont totalisés en fin d'année.

Les fractions de mois ainsi totalisées, qui couvrent des périodes de trente jours, sont valorisés dans l'ancienneté pécuniaire à concurrence d'un mois par période de trente jours.

6. Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

a) l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations et l'horaire hebdomadaire presté;

b) l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

c) tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale.

Bruxelles, le 13 décembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 64

[C — 2002/29006]

13 DECEMBER 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 november 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die gemotiveerd wordt door de bepaling van artikel 17 van het bovenvermelde decreet van 19 juli 2001 volgens welke dat decreet in werking moet treden op 1 januari 2002; overwegende dat het dus noodzakelijk is dat het besluit tot uitvoering van sommige bepalingen van dat decreet, inzonderheid de bepalingen betreffende de subsidiëring, eveneens op deze datum in werking treedt; dat het eveneens noodzakelijk is dat het voornoemd uitvoeringsbesluit bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad* vanaf december 2001 zodat de betrokken personen zo spoedig mogelijk kennis kunnen nemen van de bepalingen die hen betreffen en maatregelen kunnen treffen die het hen mogelijk maken om deze bepalingen na te leven vanaf 1 januari 2002;

Gelet op het advies 32.600/4 van de Raad van State, gegeven op 29 november 2001, met toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 december 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

2° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie behoort;

3° administratie : de dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap belast met de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

4° dienst : de dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

5° inrichting : de strafinrichting of de inrichting voor bescherming van de maatschappij;

6° Commissie : de adviescommissie voor hulpverlening aan gedetineerden.

HOOFDSTUK II. — Erkenningsprocedure**Afdeling 1. — Verlening en vernieuwing van de erkenning**

Art. 3. § 1. De aanvraag om erkenning wordt, bij een ter post aangetekende brief, bij de administratie ingediend. Een afschrift ervan wordt aan de Minister gericht.

Het dossier van de aanvraag om erkenning bevat :

1° een nota die omstandig de behoeften die in het arrondissement zijn vastgesteld, vastlegt, rekening houdende met de bestaande structuren, het belang van de gevangenisbewoners, de initiatieven vanwege de plaatselijke administratieve en gerechtelijke machten en de samenwerking met de instellingen die de gedetineerden en hun familieleden kunnen helpen;

2° een nota die omstandig de behoefte van de dienst, zijn doelstellingen, de aard van de voorgestelde hulp, de te ontwikkelen samenwerking met de instellingen die kunnen meewerken om de gedetineerden en hun familieleden te helpen, alsmede de planning van de actie met het oog op haar uitvoering, vastlegt;

3° de statuten van de inrichtende macht;

4° de beschrijving van de taken van de dienst en de modaliteiten volgens welke hij voor de supervisie van het personeel en de evaluatie van zijn actie zorgt;

5° de samenstelling van de bestuursorganen;

6° de identiteit van de persoon die de dienst vertegenwoordigt alsmede haar adres;

7° het adres van de dienst;

8° de naam, bekwaamheidsbewijzen, diploma's en ambten van de personeelsleden;

9° een afschrift van de arbeidsovereenkomsten gesloten met de personeelsleden en van de afspraken gesloten met de vrijwilligers;

10° de vermelding van het gerechtelijk arrondissement verbonden met de dienst alsmede de inrichting(en) in het arrondissement gevestigd;

11° de vermelding van andere eventuele bronnen voor de subsidiëring van de dienst;

12° de openingsdagen en -uren van de dienst;

13° het huishoudelijk reglement.

§ 2. In geval van aanvraag om vernieuwing, voegt de dienst eveneens een nota toe, tot vaststelling van de evolutie van de veranderingen overkomen in het arrondissement gedurende de laatste erkenningsperiode.

Art. 4. Binnen de tien dagen van de ontvangst van de aanvraag, stuurt de administratie een ontvangstbewijs naar de dienst.

De administratie kijkt na of de aanvraag volledig is en eist, indien nodig, de ontbrekende stukken of informatie.

Wanneer het dossier volledig is, stuurt zij een brief naar de dienst waarin ze hem ervan op de hoogte brengt.

Art. 5. Binnen de twee maanden van het opsturen van de brief bedoeld in artikel 4, draagt de administratie het dossier over, samen met haar advies, aan de Commissie.

De Commissie draagt haar advies over aan de Minister binnen de twee maanden van de ontvangst van het dossier.

Art. 6. De Minister beslist over de aanvraag om erkenning binnen de twee maanden van de ontvangst van het advies van de Commissie.

De beslissing wordt aan de dienst bekendgemaakt bij ter post aangetekende brief.

Art. 7. De vernieuwing van de erkenning moet minstens zes weken vóór het einde van de lopende erkenning worden aangevraagd.

De artikelen 3 tot 6 zijn toepasbaar op de aanvraag om erkenning.

Art. 8. Wanneer een voorlopige erkenning van één jaar verleend is bij toepassing van artikel 7, § 2, van het decreet en de Minister beslist de erkenning niet te verlengen, brengt hij de dienst ervan op de hoogte bij ter post aangetekende brief, uiterlijk drie maanden vóór de datum van het einde van de voorlopige erkenning.

Vooraleer de beslissing bedoeld in het vorige lid wordt genomen, vraagt de Minister het advies van de Commissie. Deze laatste beschikt over een maand vanaf de datum van de ontvangst om haar advies te geven.

Afdeling 2. — Intrekking van de erkenning

Art. 9. Wanneer de Minister de erkenning wil intrekken, brengt hij de dienst ervan op de hoogte bij een ter post aangetekende brief.

Het voorstel van intrekking vermeldt de redenen ervan.

De dienst beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de datum van ontvangst van het voorstel van intrekking om zijn opmerkingen schriftelijk mede te delen aan de Minister.

Art. 10. De Minister zendt zijn voorstel van intrekking samen met zijn opmerkingen aan de Commissie over voor advies, binnen de maand na de ontvangst van deze of na afloop van de termijn bedoeld in artikel 9, 2^e lid.

Art. 11. De Commissie zendt haar advies over aan de Minister binnen de twee maanden na de ontvangst van het voorstel van intrekking bedoeld in artikel 10.

Art. 12. De Minister neemt een beslissing binnen de maand van de ontvangst van het advies van de Commissie.

Van de beslissing tot intrekking wordt aan de dienst bij een ter post aangetekende brief kennisgegeven.

Afdeling 3. — Beroepen

Art. 13. In geval van weigering, van niet-vernieuwing of van intrekking van de erkenning, wordt beroep aangetekend bij de Regering.

Het beroep wordt ingesteld bij de Minister bij een ter post aangetekende brief binnen de twee maanden na de kennisgeving van de bestreden beslissing.

Het beroep is niet opschortend.

Art. 14. De Regering neemt een beslissing binnen de drie maanden na de ontvangst van de aangetekende brief bedoeld in artikel 13, lid 2.

HOOFDSTUK III. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 15. Onverminderd de bepalingen van artikel 5 van het decreet, moet de dienst, om erkend te worden, één of meerdere werknemers in dienst nemen, halftijds of voltijds, die voldoen aan één van de volgende kwalificatievoorwaarden :

1° administratief werker : beschikken over een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

2° maatschappelijk werker : ofwel over een diploma van opvoeder of een eindexamengetuigschrift van het niveau van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs beschikken, tenminste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie, ofwel over een diploma van maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie beschikken;

3° licentiaat : beschikken over een diploma van licentiaat in het domein van de mens- en sociale wetenschappen, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid het licentiaat in de rechten, in de criminologie, in de psychologie, in de opvoedingswetenschappen en in de sociale wetenschappen.

Art. 16. Volgens de categorie waartoe hij behoort, neemt de dienst, overeenkomstig artikel 18, minstens in dienst :

1° voor alle diensten : een voltijds equivalent sociaal werker of licentiaat;

2° voor de diensten van categorie C en D : een coördinator drie vierde tijd.

HOOFDSTUK IV. — *De subsidies*

Afdeling 1. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 17. De subsidies bedoeld in artikel 8 van het decreet worden voor elk burgerlijk jaar toegekend aan elke erkende dienst die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° jaarlijks, vóór 1 maart, aan de administratie, de volgende documenten in verband met het afgelopen dienstjaar mededelen :

a) een kwalitatief en omstandig activiteitenverslag, dat inzonderheid een analyse van de behandelde problemen, de methoden die op grond van de problemen en de doelstellingen worden toegepast en een evaluatie van die methoden naar hun doeltreffendheid en hun uitwerking inhoudt;

b) een kwantitatief activiteitenverslag;

c) een ontvangsten- en uitgavenstaat en een door de bevoegde instanties goedgekeurde begroting van de dienst, die de subsidies vermeldt die door een andere overheid werden goedgekeurd of beloofd;

d) een afschrift van de loonbriefjes van de personen die voor de subsidies in aanmerking komen en van de bewijzen van uitbetaling van de werkgeverslasten;

2° geen subsidies voor de tewerkgestelde professionele medewerkers ontvangen, indien deze reeds langs een andere instantie worden bezoldigd;

3° zonder verwijl en schriftelijk aan de administratie elke wijziging mededelen die werd aangebracht aan de statuten en aan de samenstelling van het gesubsidieerd personeel;

4° zich schikken naar de regels in verband met de comptabiliteit die door de administratie worden vastgesteld en door de Minister goedgekeurd;

5° zich onderwerpen aan de controle door de administratie die nagaat of de activiteiten voldoen aan de voorwaarden betreffende de toekenning van die subsidies.

Afdeling 2. — Bedrag van de subsidies

Art. 18. § 1. Naar gelang van de capaciteit op het vlak van het aantal gedetineerden van het geheel van de inrichtingen gelegen in het gerechtelijk arrondissement waarin hij zijn activiteiten uitoefent, ressorteert de dienst onder de volgende categorie :

1° categorie A : van 1 tot 150 gedetineerden;

2° categorie B : van 151 tot 300 gedetineerden;

3° categorie C : van 301 tot 450 gedetineerden;

4° categorie D : van 451 tot 600 gedetineerden.

Er wordt een globale subsidie aan elke dienst toegekend, op grond van de categorie waartoe hij behoort :

1° categorie A : 37.250 euro;

2° categorie B : 56.000 euro;

3° categorie C : 80.750 euro;

4° categorie D : 93.250 euro.

§ 2. Die subsidie wordt verhoogd met 6.250 euro per aangesneden schijf van 10 % van de overbevolking, vanaf 110 %.

De overbevolking wordt berekend volgens de volgende formule :

$$100 + \frac{(x - y) \times 100}{y}$$

x = jaarlijks gemiddeld aantal gedetineerden (op basis van de statistieken van het Ministerie van Justitie)

y = maximum aantal gedetineerden in de categorie waaronder de dienst ressorteert.

Art. 19. De subsidies bedoeld in artikel 18 dienen tot het dekken van alle personeels- en werkingskosten.

Art. 20. Die subsidies worden op 1 januari van elk jaar geïndexeerd volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindexcijfer voor de maand december van het vorige jaar}}{\text{Gezondheidsindexcijfer van de maand december 2001}}$$

Art. 21. § 1. De Minister kan verscheidene diensten in een gerechtelijk arrondissement erkennen, met toepassing van artikel 4, lid 2, van het decreet, wanneer de capaciteit van het arrondissement op het vlak van het aantal gedetineerden hoger ligt dan 450. Zijn beslissing kan worden gemotiveerd door de geografische situatie van het arrondissement.

Binnen de perken van de begrotingskredieten, moet de Minister verschillende diensten in het arrondissement erkennen, indien de capaciteit bedoeld in lid 1 hoger ligt dan 600.

§ 2. Wanneer verschillende diensten in hetzelfde arrondissement erkend zijn, bepaalt de Minister, in afwijking van artikel 18, § 1, lid 1, de categorie waartoe zij behoren, op grond van de capaciteit op het vlak van het aantal gedetineerden die door elk van hen worden opgenomen.

Art. 22. § 1. Wanneer een erkende dienst zijn medewerking uitbreidt tot een ander gerechtelijk arrondissement, met toepassing van artikel 5, 7°, van het decreet, wordt een medewerkingsovereenkomst gesloten tussen de betrokken diensten, waarbij inzonderheid de capaciteit op het vlak van het aantal gedetineerden die door elk van die diensten worden opgenomen, wordt vermeld.

§ 2. Die overeenkomst wordt door de Minister goedgekeurd.

De Minister bepaalt, in afwijking van artikel 18, § 1, lid 1, de categorie waartoe hij behoort, volgens de capaciteit op het vlak van het aantal gedetineerden die door elk van hen worden opgenomen.

Afdeling 3. — Nadere regels voor de toekenning van de subsidies

Art. 23. In de loop van het eerste trimester van het jaar wordt aan de erkende diensten een jaarlijks voorschot toegekend dat overeenstemt met 85 % van het bedrag van de subsidies die vorig jaar aan de dienst werden toegekend.

Het saldo wordt vóór 1 juni van het volgende jaar, onder voorlegging van een stuk ter verantwoording van de uitgaven, uitbetaald.

Art. 24. Wanneer, na verificatie, blijkt dat niet verschuldigde subsidies werden uitbetaald, kunnen die bedragen afgetrokken worden van de voorschotten of saldi waarop de dienst aanspraak kan maken.

Afdeling 4. — Verantwoording van de subsidies

Art. 25. De subsidies bedoeld in artikel 18 moeten ten minste 75 % van de personeelskosten dekken.

Art. 26. Voor de verantwoording van de personeelsuitgaven komen in aanmerking :

- 1° de uitgaven in verband met de kosten voor het personeel dat bij een arbeidsovereenkomst is tewerkgesteld;
- 2° de uitbetaling van de bezoldigingen, berekend volgens de weddeschalen bedoeld in bijlage 1, met inbegrip van de geldelijke anciënniteit, berekend op grond van de bepalingen vermeld in bijlage 2;
- 3° de uitbetaling van de bijkomende voordelen toegekend krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten die op de sector van toepassing zijn;
- 4° de uitbetaling van de wettelijke werkgeverslasten in verband met de bezoldigingen;
- 5° de uitbetaling van het gedeelte of het deel van de bezoldigingen en lasten die niet door andere publiekrechtelijke rechtspersonen worden gefinancierd, in voorkomend geval.

HOOFDSTUK V. — De Commissie

Art. 27. § 1. Binnen de Commissie wordt een bureau opgericht, belast met de organisatie en de coördinatie van de werkzaamheden.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Commissie voor, bepaalt de agenda en zorgt voor de verzending van de adviezen.

Het is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden gekozen door de Commissie.

§ 2. De Commissie kan alleen geldig adviseren indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

Indien het quorum niet bereikt is, worden de leden een tweede keer bijeengeroepen, uiterlijk binnen de vijftien dagen die daarop volgen. Is het quorum bij die vergadering opnieuw niet bereikt, dan houdt de Commissie geldig zitting ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden bij meerderheid van de stemgerechtigde leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. Bij afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap van de Commissie door de ondervoorzitter waargenomen.

§ 4. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het de Regering ter goedkeuring voor.

Art. 28. De deelneming aan de vergaderingen van de Commissie of van het bureau geeft recht op een presentiegeld waarvan het bedrag vastgesteld wordt als volgt :

- 1° voorzitter : 35 euro;
- 2° ondervoorzitter : 25 euro;
- 3° leden, met uitzondering van de vertegenwoordigers van de Regering en van de administratie : 20 euro.

Art. 29. De leden van de Commissie bedoeld in de punten 1°, 2° en 3° van artikel 28 kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten, volgens de bedragen vastgesteld door de regeling ter zake die van toepassing is op de personeelsleden van rang 10 van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 30. De deskundigen die uitgenodigd worden om deel te nemen aan de vergaderingen van de Commissie en die geen lid ervan zijn, worden met die leden gelijkgesteld voor de toekenning van een presentiegeld en voor de terugbetaling van de reiskosten.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 31. De erkende dienst draagt de benaming « Dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden van het arrondissement », gevolgd door de naam van het betrokken arrondissement en, in voorkomend geval, van een Romeins cijfer houdende identificatie van de dienst wanneer verschillende erkenningen werden uitgereikt voor eenzelfde arrondissement, met toepassing van artikel 4 van het decreet.

Art. 32. In afwijking van artikel 15 wordt het personeel dat tewerkgesteld is in een dienst vóór de inwerkingtreding van dit besluit en dat niet over de vereiste bekwaamheidsbewijzen en diploma's beschikt, ertoe gemachtigd zijn activiteiten voort te zetten, met de instemming van de Minister.

De aanvragen om afwijking worden samen met de aanvragen om erkenning bedoeld in artikel 34 ingediend.

Art. 33. Voor het jaar 2002 is artikel 23, lid 1, niet van toepassing.

Er wordt aan de erkende diensten, in de loop van het eerste trimester van het jaar, een jaarlijks voorschot toegekend dat overeenstemt met 85 % van het bedrag van de subsidie, berekend overeenkomstig afdeling 2 van hoofdstuk IV.

Art. 34. Voor het jaar 2002 stelt de Minister, na ontvangst van de aanvragen om erkenning bedoeld in artikel 15 van het decreet, de categorie van de dienst en het bedrag van de subsidie vast overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 18, 21 en 22.

Art. 35. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 36. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 december 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Bijlage 1

Bezoldigingsschalen ter verantwoording van de aanwending van de subsidie, overeenkomstig artikel 28, 2°, van het besluit van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie

JAARBASIS 100 %

Anciënniteit	Maatschappelijk werker	Ref. AHB	Coördinator	Ref. AHB	Administratief	Ref. AHB
0	€ 17 228,61	250/3	€ 20 401,64	100/1	€ 13 411,04	200/1
1	€ 17 501,30		€ 21 021,38		€ 13 686,73	
2	€ 17 773,99		€ 21 641,12		€ 13 956,42	
3	€ 18 641,23	251/3	€ 23 661,46	101/1	€ 14 328,27	201/1
4	€ 18 641,23		€ 23 661,46		€ 14 328,27	
5	€ 19 199,40		€ 24 615,86		€ 14 960,40	
6	€ 19 199,40		€ 24 615,86		€ 14 960,40	
7	€ 19 757,17		€ 25 570,26		€ 15 592,53	
8	€ 19 757,17		€ 25 570,26		€ 15 592,53	
9	€ 20 922,28	252/3	€ 28 160,76	102/1	€ 16 323,82	202/1
10	€ 20 922,28		€ 28 160,76		€ 16 323,82	
11	€ 21 480,05		€ 29 115,16		€ 16 955,95	
12	€ 21 480,05		€ 29 115,16		€ 16 955,95	
13	€ 22 037,82		€ 30 069,56		€ 17 588,08	
14	€ 22 037,82		€ 30 069,56		€ 17 588,08	
15	€ 23 202,93	260/3	€ 32 647,66	110/1	€ 18 616,84	210/1
16	€ 23 202,93		€ 32 647,66		€ 18 616,84	
17	€ 23 760,70		€ 33 602,06		€ 19 248,97	

Anciënniteit	Maatschappelijk werker	Ref. AHB	Coördinator	Ref. AHB	Administratief	Ref. AHB
18	€ 23 760,70		€ 33 602,06		€ 19 248,97	
19	€ 24 318,47		€ 34 556,46		€ 19 881,10	
20	€ 24 318,47		€ 34 556,46		€ 19 881,10	
21	€ 24 876,24		€ 35 510,86		€ 20 513,23	
22	€ 24 876,24		€ 35 510,86		€ 20 513,23	
23	€ 25 434,01		€ 36 465,26		€ 21 145,36	
24	€ 25 434,01		€ 36 465,26		€ 21 145,36	
25	€ 25 991,78		€ 36 465,26		€ 21 777,49	
26	€ 25 991,78		€ 36 465,26		€ 21 777,49	
27	€ 26 549,55		€ 36 465,26		€ 22 409,62	
28	€ 26 549,55		€ 36 465,26		€ 22 409,62	
29	€ 27 107,32		€ 36 465,26		€ 23 041,75	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie.
Brussel, 13 december 2001

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Bijlage 2

Normen die toepasselijk zijn voor de berekening van de geldelijke anciënniteit ter verantwoording van de aanwending van de subsidie, overeenkomstig artikel 28, 2°, van het besluit van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie

1. De anciënniteit wordt berekend op grond van de vroegere werkelijke prestaties, alsook van deze die gelijk te stellen zijn met werkelijke prestaties krachtens de sociale wetgeving.

2. In aanmerking worden de diensten genomen die gepresteerd zijn bij een overheid van Belgisch recht, van buitenlands recht of van internationaal recht, of bij een door haar erkende of gesubsidieerde instelling. De Minister bepaalt de diensten die als nuttige ervaring kunnen gelden.

3. De perioden van loopbaanonderbreking worden, tot beloop van maximaal één jaar voltijds equivalent, gelijkgesteld met een periode van werkelijke arbeid voor de berekening van de subsidieerbare geldelijke anciënniteit.

4. De perioden van verlof zonder wedde worden, tot beloop van maximaal vijftien dagen per jaar, gelijkgesteld met een periode van werkelijke arbeid voor de berekening van de subsidieerbare geldelijke anciënniteit.

5. De in aanmerking komende diensten die betrekking hebben op volle maanden worden rechtstreeks in de geldelijke anciënniteit ingerekend.

De in aanmerking komende diensten die betrekking hebben op gedeelten van maanden worden op het einde van het jaar opgeteld.

De aldus opgetelde delen van maanden, die betrekking hebben op perioden van dertig dagen, worden in de geldelijke anciënniteit ingerekend tot beloop van een maand per periode van dertig dagen.

6. De volgende documenten zijn vereist om te bewijzen dat de aangegeven prestaties werkelijk werden verricht :

a) het attest van de werkgever dat het uitgeoefende ambt, de nauwkeurige periode van de prestaties en de gepresteerde werkelijke dienstregeling vermeldt;

b) het attest betreffende de stortingen verricht bij een pensioenkas of een instelling voor sociale zekerheid;

c) elk ander bewijsstuk dat eventueel door de administratie vereist zou worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie.

Brussel, 13 december 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL